

L'état des lieux de la politique éducative du gouvernement

L'école en danger



Secrétariat national à l'Éducation du Parti socialiste



Mars 2009

L'école publique est en danger et traverse une grave crise. Beaucoup de militants, acteurs du monde éducatif, nous alertent. Nous avons engagé un travail patient de collecte d'informations et d'exemples concrets et nous vous livrons à travers ce document notre analyse, jamais exhaustive, de la politique éducative du gouvernement de Nicolas Sarkozy. Nous voulons avec cet état des lieux alerter les Françaises et les Français sur l'urgence de sauver l'école publique et lancer un débat ouvert sur l'éducation. Un travail identique s'opère pour l'enseignement supérieur et la recherche.

L'orientation libérale et régressive du gouvernement atteint les fondements mêmes du service public d'éducation, avec son lot d'inégalités, d'injustices, de violence, et de désespérance. Pour habiller de neuf sa politique, la droite affiche une volonté de réforme, dans le droit fil du discours présidentiel. Alors qu'une réforme ne devrait être qu'un progrès, la plupart des mesures prises ne se traduisent que par des régressions et par des réductions drastiques de la dépense publique.

Adeptes du discours anti-intellectuel, le Président de la République offre au pays une conception archaïque de la culture, de l'intelligence et de la recherche. Plutôt que de favoriser l'accès au savoir des enfants issus des catégories les plus défavorisées, on préfère cantonner l'école publique dans un rôle mineur et laisser les familles, ou pire encore le marché, offrir aux enfants qui le peuvent ce qui fonde aujourd'hui l'essentiel de la socialisation et du développement personnel : la culture, l'ouverture sur le monde et l'accès à des qualifications durables sur le marché du travail. Par une ségrégation scolaire accentuée et un désengagement de la Nation, une école à deux vitesses et une réduction du niveau culturel et social de notre pays se profilent inexorablement.

Il faut bien reconnaître que la trop longue absence d'un véritable projet de gauche a facilité la tâche de ces destructeurs de l'école. Pourtant, parce que trop d'enfants sont encore en échec, les socialistes savent que nous avons besoin d'une véritable réforme progressiste et ambitieuse de l'école, d'un projet éducatif inscrit dans une perspective mobilisatrice, d'une démocratisation qualitative permettant à tous les enfants de s'épanouir, d'acquérir les outils de leur prochaine émancipation, et à tous les jeunes de s'insérer dans le monde du travail.

C'est le sens du grand débat que nous lançons aujourd'hui. Autour des 10 chantiers pour rénover l'école, nous voulons que chacun s'exprime pour construire les réponses audacieuses dont l'éducation a besoin. Nous devons inventer un projet moderne, démocratique, avec tous les moyens nécessaires à sa réalisation. Nous savons que l'école a besoin du soutien de la Nation et de la confiance des citoyens et des citoyennes. Un rattrapage budgétaire et un effort soutenu pour l'éducation seront un préalable mais ne seront pas suffisants. Pédagogie, formation des enseignants, rythmes scolaires, insertion professionnelle, parcours d'orientation..., nombreux seront les sujets sur lesquels nous ferons des propositions fortes.

Des solutions existent et répondent d'abord à un choix de société et à une conception de l'Homme. Nous ne voulons pas d'une société de la compétition permanente, des gagnants et des perdants qui sont toujours les mêmes, de la fatalité de l'échec, de l'individualisme exacerbé, de la fracture sociale. Nous voulons au contraire construire une société de liberté, d'émancipation, d'épanouissement individuel et collectif, de cohésion sociale. L'éducation doit en être le moteur pour atteindre les objectifs de 100 % d'une génération ayant acquis une formation qualifiante, 80 % un niveau bac et 50 % un diplôme d'études supérieures.

L'École et à travers elle les choix politiques en matière d'éducation sont des piliers fondamentaux pour l'assurance d'une réduction pérenne des inégalités. Y porter une attention particulière est, pour nous socialistes, un devoir. Parce que l'école est à la fois lieu de socialisation, d'apprentissage, lieu ressource pour les familles les plus fragiles, mais aussi espace de construction d'un avenir social et professionnel, nous devons engager ce travail. C'est l'objet de cet état des lieux et des chantiers de réflexion que nous lançons. Nous devons être à la hauteur.

Bruno JULLIARD
Secrétaire national
à l'Éducation



Ont contribué à l'élaboration de ce cahier noir : des experts du Parti socialiste et Marion Boyer ainsi que les fédérations du Parti socialiste, particulièrement leurs secrétaires fédéraux à l'éducation ; Anne de Hauteclouque, Anne-Katerine Carasso, Ariane Gil et Pauline Dréano. Qu'ils en soient vivement remerciés.

La droite et l'école : un discours, un plan et une méthode pour un projet libéral

La droite a un discours

Il peut tromper l'opinion publique : ordre, réussite individuelle, émulation par la concurrence. En assénant des résultats d'évaluation désastreux non soumis au débat tout en occultant les réussites, en répétant des slogans sur l'échec des 30 dernières années, en généralisant la pensée unique, en déclarant qu'il n'y a pas d'autres solutions que les siennes, le gouvernement manipule les citoyens en leur faisant croire que les décisions prises sont bonnes et qu'il n'y en a pas d'autres possibles.

La droite a un plan

Elle démantèle pan par pan chacun des étages du service public d'éducation : la petite enfance, l'école primaire, le lycée, la formation des enseignants. Au-delà de la recherche d'économies budgétaires, c'est au nom d'une idéologie libérale, de promotion de l'intérêt particulier au détriment de l'intérêt général, que le gouvernement maltraite l'école publique.

La droite a une méthode

Avec le concours de milieux conservateurs toujours complaisants pour s'attaquer à l'école publique, elle multiplie les effets d'annonces démagogiques, elle refuse la vraie concertation, elle déconsidère, méprise et humilie les enseignants, les lycéens, et les chercheurs, transformés en bouc-émissaires, elle renforce l'autoritarisme hiérarchique par un pilotage par la peur pour faire accepter sa politique de régression.

Un système à l'anglo-saxonne

Le point commun de toutes les mesures prises ces dernières années, en rupture avec la tradition gauloise qui a combattu l'ultra libéralisme, est la volonté d'affaiblir le service public d'éducation pour y substituer un système à l'anglo-saxonne. Cette politique a un masque qui peut tromper (les mesures ponctuelles médiatisées pour les enfants des familles pauvres à qui on « donne leur chance »), mais en réalité il s'agit bien d'installer une école à deux vitesses. Par exemple, le dernier projet de « réforme du lycée » qui, derrière l'idée généreuse de parcours individuels, peut aussi, si on n'y prend garde, déboucher sur la reconstitution de « filières » ségréguatives que seuls les initiés sauraient décoder.

La Laïcité attaquée

Avec un Président qui se transforme en prédicateur à Rome et à Ryad et qui considère que « dans la transmission des valeurs, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé », la République est aujourd'hui dirigée par un chef d'Etat qui ne cache pas ses intentions. Ce que Nicolas Sarkozy appelle la « laïcité positive » est une façon soumoise de réintroduire le religieux dans la sphère politique et de revenir sur les principes de la loi de séparation de 1905.

L'école privée privilégiée

Le chef de l'Etat et son ministre n'ont cessé d'attaquer l'école publique et ses personnels qui sont accusés de l'échec des élèves. D'un côté, ils suppriment à tour de bras des postes dans l'enseignement public, de l'autre ils favorisent les écoles privées. Le gouvernement remet en cause la règle non écrite qui

date de 1985 et qui fixe la répartition des postes d'enseignants payés par l'Etat : une proportion de 80 % pour le public et 20 % pour le privé (alors même que le privé ne représente que 17 % des élèves). Ainsi, sur les 24 151 postes supprimés de 2002 à 2008, la part de l'enseignement privé dans ces suppressions d'emplois aurait dû être de 4 830 postes. Or, le gouvernement n'a supprimé que 729 postes dans le privé ! A cela s'ajoute le plan dit « espoir banlieues » qui prévoit la création de classes de l'enseignement privé dans les banlieues et se traduira par une véritable aubaine pour l'enseignement confessionnel, catholique ou autre.

Une politique de réduction de moyens encore jamais vue

L'éducation perçue comme une charge et non comme un investissement

De 2002 à 2009 le budget du ministère de l'éducation nationale, hors pensions, est passé de 44,6 à 40,2 milliards en euros constants, soit une baisse de 9,87 %. **La part de la dépense pour l'éducation qui représentait 7,3 % du PIB en 2000 baisse régulièrement sous les gouvernements de droite successifs et n'était plus que de 6,6 % en 2007** (source : ministère de l'Education nationale - DEPP). Voilà la réalité de l'intérêt porté par la droite à l'avenir du système éducatif !

Vers 100 000 emplois en moins en deux quinquennats de la droite

De 2003 à 2008, 24 151 postes d'enseignants ont été supprimés. Depuis la rentrée 2008, la politique de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux accélère la dégradation du service public d'éducation. Pour la seule rentrée 2009, 13 500 emplois sont supprimés. Des suppressions du même ordre sont d'ores et déjà prévues en 2010, 2011 et 2012.

Ces suppressions massives d'emplois ont des conséquences dramatiques vécues quotidiennement par les personnels et les parents. Nicolas Sarkozy et Xavier Darcos sont en effet responsables de la diminution dramatique des moyens de remplacement, du manque d'enseignants spécialisés, de la quasi-disparition de la formation continue des personnels, de la transformation de la maternelle en variable d'ajustement budgétaire, du manque criant d'infirmières, d'assistants sociaux et de médecins scolaires, de la diminution du nombre des personnels administratifs, éducatifs, de surveillance et d'accompagnement de la scolarité...

Les personnels titulaires et formés sont progressivement remplacés par des personnels précaires corvéables à merci dans des domaines essentiels de la vie des écoles et des établissements. Ainsi, on diminue de façon drastique les recrutements de conseillers principaux d'éducation et de conseillers d'orientation psychologues, et dans le même temps, devant le mécontentement provoqué par le manque cruel de professionnels qualifiés, on annonce dans la plus grande improvisation le recrutement sur des emplois précaires de soi-disant « médiateurs », totalement inexpérimentés, que l'on charge de lutter contre l'absentéisme des élèves !

L'École n'est plus une priorité. **L'école est sacrifiée sous prétexte d'équilibre financier**, par ailleurs mis à mal par les « cadeaux fiscaux ». La politique de réduction massive des moyens consacrés à l'éducation conduite par la droite montre que son discours sur la réussite des élèves relève de l'imposture. Cette politique constitue une rupture grave de l'égalité républicaine car elle s'exerce toujours au détriment des plus fragiles et des plus défavorisés. C'est ainsi une société de la reproduction sociale profondément inégalitaires, que la droite construit.

Témoignage : « On sent se profiler, bien sûr, une école à deux vitesses où, pour les moins fortunés, la réalité concrète sera faite de carences ou d'absence de scolarisation en maternelle, de classes surchargées aux moyens matériels dérisoires, dont les enseignants seront soit des militants épuisés, soit des jeunes vivant leur nomination comme un purgatoire, soit encore des vacataires-jetables. »
« L'école ne constitue plus « l'ascenseur social » de naguère. La plupart des enseignants ne souhaitent pas que leurs propres enfants deviennent enseignants, preuve d'un hiatus entre représentations passée et présente du métier, entre réalités d'hier et d'aujourd'hui ».

Les socialistes feront de l'éducation une priorité budgétaire un préalable. Préalable parce que l'école, devenue exsangue, ne dispose plus des moyens suffisants pour répondre aux objectifs que nous lui confions. Nous refusons l'imposture selon laquelle une réduction des moyens est inévitable dans le contexte budgétaire actuel. Nous pensons au contraire que la priorité donnée à l'éducation est un choix politique d'avenir.

Préalable aussi parce que cet engagement budgétaire sera nécessaire mais en aucun cas suffisant pour relever les défis nombreux qui attendent l'école. L'octroi de moyens ne répondra qu'à l'objectif de rénovation profonde de l'école, nécessaire pour la réussite de tous, de la petite enfance à l'université.

Le « chantage aux heures supplémentaires »

Le « Travailler plus pour gagner plus » de Nicolas Sarkozy s'applique aussi aux enseignants. En effet, entre créer des emplois dans l'Education nationale, et donc investir pour l'avenir de nos enfants, ou alors faire des économies sur le recrutement, le gouvernement a fait rapidement son choix ! Un choix auquel s'additionne celui de vouloir faire travailler encore davantage les enseignants déjà actifs. L'idée selon laquelle « les professeurs sont des fainéants et ne travaillent pas tant que cela » est donc réellement mise en application.

Or, non seulement cette mesure en faveur soi-disant du pouvoir d'achat nous montre, depuis le début de mandat de Nicolas Sarkozy, son inefficacité réelle et indiscutable, mais, en plus, l'essence même de cette mesure qui était de laisser le libre choix aux salariés de travailler plus ou pas, n'est absolument pas appliquée.

En effet, le corps enseignant est unanime : cette mesure a pour conséquence d'entraîner un véritable « chantage aux heures supplémentaires » dont nombre de professeurs sont victimes, comme la qualité des enseignements. .

« Il est régulièrement notifié aux professeurs que, s'ils n'acceptent pas les heures supplémentaires, le poste ne sera alors pas pourvu et les élèves souffriront durement de l'absence de professeurs. » (Val d'Oise)

Réformes ou régressions ?

Nous assistons à une véritable opération de démolition systématique de l'école publique. S'opposer à cette politique n'est pas un signe de conservatisme, comme la droite veut le faire croire, c'est un devoir pour tous ceux qui aiment l'école et la considèrent comme une priorité pour développer la démocratie et préparer l'avenir de notre société. Passons en revue les principales agressions du gouvernement contre l'éducation.

Suppression progressive de la carte scolaire ?

Présentée aux familles comme un moyen de choisir l'établissement de leurs enfants, cette mesure **permet en réalité aux établissements de choisir leurs élèves**. Une école à deux vitesses se profile. À côté des écoles recrutant parmi les classes supérieures risquent de se constituer **de véritables ghettos ethniques et culturels**. Nous ne pouvons pas accepter une sape des bases de l'école laïque et républicaine, et **prendre le risque de l'émergence de zones de replis communautaires**.

Nous le savons la mixité sociale est parfois difficile à faire admettre tant les peurs et les incompréhensions sont grandes. Même imparfaite, elle est pourtant la seule garantie d'une vitalité et d'un développement social réel que nous appelons de nos vœux. Les socialistes savent que l'école ne peut pas à elle seule assumer l'objectif majeur de mixité sociale et qu'il faut revoir les politiques d'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du logement, des équipements sociaux.

De nouveaux programmes pour l'école primaire ?

Elaborés sans concertation et inspirés par une culture réactionnaire, ces nouveaux programmes risquent **de réduire les capacités du plus grand nombre et d'accentuer les inégalités sociales**. Ils privilégient les apprentissages mécaniques, la mémoire à court terme au détriment de l'intelligence et de la réflexion, l'application au détriment de la construction. Le développement anarchique de l'évaluation, la survalorisation du hors temps scolaire, constituent des régressions sans précédent. **Le pouvoir abandonne de fait l'idée d'un socle commun de connaissances et de compétences, les cycles, la continuité pédagogique**, pour revenir à des pratiques qui mettent en danger l'ensemble du système. Il fait l'économie d'une réflexion indispensable sur l'évolution des finalités de l'école dans une perspective à long terme.

Pour nous socialistes, l'école républicaine a toujours eu pour objectif d'apprendre à « lire, écrire et compter » et les échecs, pour insupportables qu'ils soient, ne doivent pas faire oublier que la grande majorité des jeunes sortent de l'école primaire en sachant parfaitement « lire, écrire et compter ». Les causes des difficultés scolaires à la sortie du primaire ont été analysées depuis longtemps : sans nier les responsabilités propres de l'école, il y a aussi la misère sociale, les inégalités culturelles, les difficultés de maîtrise de la langue française dans le milieu familial... La question n'est donc pas de réduire les ambitions en primaire en supprimant des aspects essentiels de la formation des jeunes, mais de donner à tous et à toutes les chances de trouver à l'école ce à quoi les populations les plus fragiles ne peuvent accéder en dehors de l'école. Il nous faut donc inventer des dispositifs d'accompagnement individualisés et adaptés à chaque jeune en difficulté. Nous savons qu'il faut redéfinir les programmes en fonction des progrès de la société de la connaissance, de l'évolution des nouvelles technologies et d'une vision émancipatrice de l'école. Nous voulons faire le pari de l'intelligence.

« Le ressenti des évaluations en CM2 est très négatif : bon nombre d'enseignants pensent qu'elles ont été créées comme ayant pour seul objectif d'organiser artificiellement l'échec des élèves, et donc de leurs enseignants. »

L'accompagnement éducatif ?

L'idée d'une aide éducative complémentaire aux enseignements est utile aux élèves si elle est bien articulée avec le temps scolaire, si elle a fait l'objet d'une réflexion approfondie. Cela exige du temps de concertation et des moyens au service des équipes éducatives. Aujourd'hui, faute de moyens et contrairement aux promesses de Xavier Darcos, cet accompagnement éducatif ne sera pas généralisé à la rentrée de septembre 2009 comme annoncé.

L'accompagnement éducatif est une idée généreuse qui ne peut être combattue en tant que telle. La réussite scolaire passe inévitablement par une part de personnalisation. Cependant, **la question de la professionnalisation des « accompagnateurs » est posée.** Les enseignants seront-ils formés à ce processus nouveau d'éducation ? **La « masterisation » et surtout la disparition des IUFM ne permettront pas aux futurs enseignants d'acquérir les compétences nécessaires à cet accompagnement.** Face à une crainte légitime de « ne pas savoir faire », le risque est grand de voir se multiplier les recrutements précaires de personnels non formés, chargés uniquement de faire de la surveillance, au mieux de la répétition.

Le service minimum d'accueil en cas de grève ?

La loi sur le service minimum est non seulement une atteinte au droit de grève, mais elle est tout simplement inapplicable, voire dangereuse. Bon nombre de collectivités locales ont fait état de leur incapacité à organiser le service minimum dans de bonnes conditions. Où trouver le personnel qualifié ? Comment prévoir les besoins ? Quelles garanties de sécurité pour les élèves ? **Cette loi est aussi la marque d'un inquiétant cynisme.** Ce sont quotidiennement des centaines de classes qui n'ont pas d'enseignants face aux élèves, faute de remplacer les absences ponctuelles des enseignants. C'est effectivement le service minimum que nous propose ce gouvernement, mais tout au long de l'année !

Le remplacement des personnels absents ?

Parce que les suppressions de postes ont gravement atteint le cœur de l'école, les services académiques sont dans l'impossibilité d'assurer la continuité du service public d'éducation. Dans le meilleur des cas, le service est assuré dans les pires conditions. On signale ainsi un peu partout l'organisation de « remplacements tournants » : quand trop de classes sont laissées vacantes les services académiques demandent aux rares personnels de remplacement d'aller un jour ici, un jour là, pour calmer la colère des parents.

« On a pu voir le remplacement d'une enseignante d'une école maternelle en congés de longue durée assuré par sept remplaçants différents depuis la rentrée scolaire ! » (Cher)

L'école maternelle ?

La scolarisation des jeunes enfants est devenue **une variable d'ajustement budgétaire.** Au-delà des propos insupportables de Xavier Darcos qui fait fi du développement psychomoteur des enfants et caricature le travail des enseignants de l'école maternelle, qui ne seraient bons qu'à changer les couches, au-delà de **la disparition programmée de l'accueil à deux ans** qui constitue une régression sociale majeure, c'est la fonction même de notre modèle d'école maternelle qui est condamnée.

« A la rentrée dernière, notre école maternelle a ouvert avec trois classes de vingt élèves. Or, après nouveau décompte de l'inspection d'académie en visite, la décision au bout de trois semaines a été prise d'en fermer une. Les élèves ont du être regroupés finalement sur deux classes de trente. » (Lot)

« La scolarisation des moins de 3 ans est en très forte baisse.

Elle est passée en cinq ans de 40 % à 15 %. » (Landes)

« Le taux de scolarisation des enfants de 2 ans est également en très forte baisse : 47 % en 2004, moins de 24 % en 2008. » (Loire)

Les socialistes expriment leur volonté de protéger et de promouvoir l'école maternelle, facteur déterminant pour l'amélioration de la réussite scolaire et l'épanouissement de tous les enfants, quelle que soit leur origine sociale. Les socialistes veulent rendre l'école obligatoire à partir de trois ans et interdiront la suppression de l'accueil à deux ans tant que des solutions alternatives gratuites, de qualité, ne seront pas garanties dans le cadre d'un grand service public de la petite enfance et de la famille.

La disparition des RASED ?

La suppression de 1 500 postes d'enseignants spécialisés dans l'accompagnement et le soutien des élèves en difficulté soulève légitimement de grandes inquiétudes chez les enseignants comme chez les parents d'élèves. Ces suppressions sont **une régression très forte dans la prise en charge des élèves en grande difficulté**. La mise en place d'un système de soutien et d'« aide personnalisée » de deux heures par semaine ne peut se substituer au travail effectué dans le cadre des Réseaux d'Aides qui ont été créés pour répondre aux besoins des élèves à handicap ou difficulté particulière. A court terme, c'est la suppression totale et définitive des RASED qui est prévue. Le gouvernement osera-t-il encore parler d'égalité des chances ?

Les socialistes savent que l'une des conditions de l'amélioration de la réussite scolaire est la mise à disposition des écoles de personnels spécialisés, capables de prendre en charge pour des durées plus ou moins longues, définies en concertation avec l'enseignant de la classe, les enfants en difficulté sur des problèmes bien identifiés, impossibles à régler dans le cadre du groupe classe.

« Dans une classe de CE2, deux enfants sont en grande difficulté scolaire (retard important pour l'un et dyslexie véritable pour l'autre) et deux autres ont un comportement difficile (hyper agitation et violence). L'absence de maîtres spécialisés capables de prendre en charge les problèmes spécifiques de ces enfants a entraîné une ambiance de classe détériorée par les élèves agités, un rythme d'apprentissage ralenti pour la classe entière et une prise en charge nulle (ou, dans le meilleur des cas, inefficace) des élèves en grande difficulté. » (Alpes de Haute-Provence).

La scolarisation des élèves handicapés ?

Le nombre des élèves handicapés scolarisés au sein des écoles et des établissements est certes en croissance mais la politique budgétaire de la droite entraîne deux difficultés majeures : **le nombre d'auxiliaires de vie scolaire (AVS) chargés d'accompagner les élèves handicapés n'est pas suffisant et la formation de ces accompagnateurs fait cruellement défaut.**

« Les AVS ont toujours des contrats précaires, sans formation et limités à deux ans. Les élèves en difficulté ont donc un changement d'accompagnateur régulier, ce qui est concrètement dangereux pour leur stabilité. » (Deux-Sèvres)

Les services sociaux et la médecine scolaire ?

La médecine scolaire et les services sociaux sont gravement en sous-effectif. Il y a aujourd'hui, par exemple, 1370 médecins titulaires dans l'éducation nationale pour 12 millions d'élèves.

Le temps scolaire et le soutien ?

La réduction autoritaire et sans concertation de la semaine scolaire à 4 jours avec la **suppression du samedi matin est une mesure aussi démagogique que dangereuse pour la qualité de l'enseignement**. Son premier objectif est de séduire l'opinion publique, au mépris des intérêts des enfants. La compression de l'apprentissage sur 4 jours entraîne une surcharge de travail pour les enfants. Son second objectif est de réduire la dépense publique : la réduction du temps de travail des enseignants en présence des élèves permet de réaliser à bon compte et sans le moindre souci d'efficacité une forme de soutien scolaire contestable.

« Les deux heures de soutien scolaire en zone rurale sont un fiasco. En effet, pour ne pas avoir à réorganiser tous les dispositifs de transports scolaires, les écoles organisent le soutien entre 12h et 14h. Il est alors à noter une augmentation importante du nombre de demi-pensionnaires, avec une explosion des dépenses de cantines et, par conséquent, des familles insatisfaites et un soutien scolaire inefficace. » (Gironde)

« L'aide personnalisée peut permettre aux enseignants de travailler avec un petit groupe d'enfants de leur classe sur une difficulté passagère. En effet, mise en place correctement, elle peut tout à fait rentrer dans un dispositif de prévention de la difficulté d'apprentissage. Toutefois, actuellement, elle est dispensée dans la journée de travail scolaire déjà longue pour un enfant et présentée comme « tu ne travailles pas bien, donc tu vas en faire plus. ». Alors qu'à un autre moment (le mercredi ou le samedi), elle pourrait être interprétée comme une activité de loisirs, en incluant de la pédagogie et pourrait être très bien vécue par les enfants car non stigmatisante. » (Seine Saint-Denis)

Les socialistes savent que le véritable problème est celui de la journée scolaire déjà trop lourde et encore alourdie pour les élèves en difficulté par du soutien le matin, le midi ou le soir. La réduction de la journée scolaire, avec une semaine de quatre jours et demi, ne peut se concevoir que dans le cadre de projets éducatifs globaux contractualisés avec les collectivités locales, offrant des possibilités d'activités sportives, artistiques, culturelles, et permettant l'organisation d'un soutien qui nécessite une réflexion de fond, à des moments où tous les enfants sont à l'école afin de réduire les risques de stigmatisation.

La mastérisation de la formation des enseignants ?

La promesse présidentielle d'une reconnaissance de la formation initiale des enseignants au niveau master paraissait être une bonne nouvelle pour le système éducatif et beaucoup ont pu s'y laisser prendre. Mais l'imposture est ici à son comble. A court terme, la suppression de l'année de stage permet d'économiser entre 10 et 12 000 postes. C'est donc une économie de moyens, indolore sur le terrain dans la mesure où elle contourne les fermetures de classes.

Plus grave encore, la « mastérisation » est utilisée pour revenir à une conception ancienne du métier d'enseignant, qui serait un art plus qu'un métier. À en croire les instigateurs de la réforme, il suffirait pour enseigner de connaître la discipline (le master garantit certes un haut niveau de connaissances scientifiques... mais dans une spécialité souvent très étroite) et une bonne immersion immédiate dans le métier. Est-ce bien nécessaire de fustiger les IUFM si on les remplace par un moins disant pédagogique ? La formation des maîtres mérite mieux !

Cette conception passéiste de la formation va à l'encontre de l'évolution et de la complexification croissante du métier d'enseignant. Elle s'oppose également à tout ce qui se fait ailleurs en Europe où l'on tend progressivement vers un modèle associant étroitement une formation académique avec une formation professionnelle qui va croissante.

Et que devient l'enseignement professionnel avec la « mastérisation » ? On aggrave la distinction de cette voie professionnelle des autres voies. De plus, à l'intérieur, on augmente le nombre des professeurs de cette voie professionnelle qui n'auront pas de formation comparable à celle des professeurs de formation générale. Les projets actuels de recrutement envisagent, pour les disciplines professionnelles sans base universitaire de master, d'élargir les possibilités de candidatures parmi les titulaires de diplômes inférieurs justifiant d'une expérience professionnelle en entreprise de durée approximativement équivalente à celle actuellement exigée. Mais quelle confiance faire à cette offre si les concours sont massivement fermés et que continue à perdurer l'appel massif aux contractuels ?

A court terme toujours, **la diversité sociale des enseignants va encore diminuer.** L'allongement des études de presque deux années pour pouvoir passer les concours va écarter nombre d'étudiants issus de familles modestes, pour qui l'investissement financier demandé est trop important au regard des chances de succès. Et les récentes annonces des ministres en termes de bourses ou de gratification de stage ne répondent que très imparfaitement à ce défi.

Mais **le pire est à venir pour les élèves eux-mêmes.** Ces nouveaux enseignants, à peine préparés, seront immergés dans le métier, le plus souvent dans les postes les plus difficiles avec les conséquences qu'on imagine pour leurs élèves. Sait-on, par exemple, qu'une des deux épreuves d'admission du concours de professeur d'école consiste à se livrer à un exercice pédagogique devant... un jury d'adultes !

La montée des incivilités et de la violence

La lutte contre les incivilités et contre la violence à l'école fait l'objet de nombreux plans ministériels et interministériels depuis 1992. Jusqu'à une date récente, et parce que la question n'est pas facile à régler, les ministres successifs, de droite comme de gauche, avaient davantage agi dans la continuité que dans la rupture.

Mais, en opérant des réductions massives d'emplois qui ont pour conséquence la diminution du nombre des personnels qualifiés dans les écoles et les établissements, **le pouvoir actuel est en train de ruiner des années d'efforts.** Cette baisse de l'encadrement adulte est évidemment très préjudiciable à l'école et n'est pas étrangère à la montée des incivilités et de la violence dans certains établissements. Elle est d'autant plus scandaleuse dans des temps où la violence sociale est de plus en plus prégnante et se transpose inévitablement dans notre école nous semble en totale décalage avec cette réalité. L'unique réponse du gouvernement qu'est l'affectation de policiers ou gendarmes référents pour certains collèges ou lycées semble en décalage avec cette réalité.

On se souvient notamment de la « mission de contrôle » de la gendarmerie dans le collège de Marciac. Des élèves de 12 ans ont été fouillés, en présence de chiens renifleurs. D'autres interventions, encore plus « musclées » ont eu lieu aux abords des écoles.

A Belleville (Paris), des policiers profitent qu'un homme aille chercher son petit-fils à l'école pour l'interpeller devant les enfants qui sortaient de leur école. Face à la mobilisation de parents d'élèves, les gaz lacrymogènes sont utilisés, touchant aussi les élèves.

Le 10 février 2009, une opération de police conduite dans un collège d'Arthez-de-Béarn, dans les Pyrénées-Atlantiques, suscite de vives réactions : aucune infraction n'a été constatée, mais des enfants traumatisés ont été alignés et fouillés, en présence de chiens. Dans le même temps, les effectifs du personnel d'encadrement dans les écoles (surveillants, infirmières scolaires, assistants sociaux...) ne cessent de décroître.

L'attaque contre les mouvements d'éducation populaire ?

Le gouvernement Sarkozy-Fillon a amputé à hauteur de 15 % les crédits dédiés aux conventions avec les associations de jeunesse et d'éducation populaire. Il a supprimé la totalité des postes d'enseignants détachés dans les associations complémentaires de l'École publique au 1^{er} septembre 2009, diminué très fortement le soutien aux actions consacrées à la transmission des savoirs et à la démocratisation de la culture et supprimé de nombreux postes FONJEP.

C'est tout un secteur de la vie associative qui se trouve attaqué. A court terme, c'est un pan entier d'activités qui risque de disparaître, portant ainsi un coup fatal à l'indispensable processus d'éducation partagée. Des milliers de bénévoles voient l'utilité de leurs actions contestée, des milliers de professionnels voient leur emploi menacé, au moment même où le chef de l'État décide de relancer les contrats aidés. Enfin, il est clair que ce retrait de l'État masque mal une **volonté de transfert de charges sur les collectivités territoriales** qui ne pourront évidemment pas compenser ce scandaleux désengagement de l'Etat, ou une ouverture au secteur marchand, les activités de loisirs, le péri et le post-scolaires étant alors offerts à des officines privées

Les socialistes savent que l'éducation est naturellement globale, Elle doit s'inscrire dans la perspective du développement de la société de la connaissance et de l'éducation tout au long de la vie. L'éducation populaire s'inscrit complètement dans ces dimensions, elle a besoin d'être aidée dans un cadre contractuel pluriannuel. L'éducation exige de la durée et il n'est pas concevable que les demandes de subventions annuelles remettent chaque année en péril l'organisation d'activités éducatives pour les enfants et les jeunes.

L'absence de politique pour le collège ?

La droite fait porter à l'école primaire toutes les difficultés du système éducatif. **Elle ne s'occupe pas du collège qui est un lieu d'intégration et une étape importante dans les parcours scolaires individuels.** Ce faisant, elle réduit la possibilité de coopération entre école et collège. Le collège est aussi le moment de la scolarité où le climat se dégrade, où il devient difficile d'exercer, où la montée des incivilités et de la violence est la plus visible. Le collège est également le lieu où les enseignants s'interrogent, cherchent, innove, se mobilisent... le plus souvent seuls, sans que ces efforts ne soient reconnus et soutenus.

Les socialistes veulent renouer avec les réflexions engagées sur les finalités du collège, sur les programmes et les méthodes, sur la question de l'articulation école/collège. Ils veulent porter une attention particulière sur les collèges, lieu de vie et de socialisation d'élèves à un moment fondamental de leur parcours de vie : l'adolescence.

Quel avenir pour un enseignement professionnel public sacrifié ?

La mise en place du baccalauréat professionnel en trois ans, idée apparemment cohérente, justifiée par l'égalité de traitement de la voie professionnelle avec les autres voies du lycée, est menée tambour battant. Cette **décision précipitée a été prise sans aucune concertation**, ni avec les branches professionnelles, ni avec les enseignants, ni avec les Régions. Les seuls objectifs non avoués étaient bien évidemment une réduction des moyens attribués à la formation professionnelle et une mise en adéquation du contenu des formations aux attentes immédiates des entreprises.

Mise en œuvre sans discernement, **la disparition de toute préparation graduée du baccalauréat professionnel met en danger les plus fragiles**. La possibilité offerte à certains élèves de progresser par cycle de deux ans et de sécuriser un parcours en obtenant un diplôme reconnu (successivement un CAP ou un BEP puis un bac pro puis un BTS) correspondait à l'attente sociale d'un grand nombre. Ces élèves vont aujourd'hui se retrouver en grande difficulté dans un parcours en trois ans au lieu de quatre et risquent de sortir massivement du système scolaire avant même d'avoir obtenu le moindre diplôme reconnu. Mais il est vrai que les structures d'accueil de ces jeunes sortis sans diplôme ne sont généralement pas financées par l'Etat mais par les collectivités locales !

On constate la fermeture pure et simple, depuis 5 ans, de la plupart des concours de recrutement de professeurs de l'enseignement technique public et la réduction drastique des postes offerts à ceux qui restent ouverts. A cela vient s'ajouter le scandaleux détournement de l'impôt dû par les entreprises (taxe d'apprentissage) au profit des organismes privés d'apprentissage, la recomposition de la collecte de cette taxe d'apprentissage au profit d'un nombre réduit de puissants organismes collecteurs patronaux ou parapublics. La droite privilégie clairement la précarisation des emplois d'enseignants spécialisés dans les lycées professionnels et technologiques en recrutant largement des contractuels. Ces mesures dénotent **d'une volonté d'étranglement de l'enseignement professionnel et technologique public**.

La prétendue réforme du lycée ?

Le projet de « réforme du lycée » masque, **derrière l'idée généreuse de parcours individuels, la reconstitution de « filières » ségrégatives**. Alors même qu'un accord avait été conclu entre Xavier Darcos et les organisations représentatives portant sur les objectifs de la réforme du lycée, les premières annonces du ministre sont apparues très éloignées des déclarations d'intention initiales, l'obligeant à revoir sa copie.

Préparer les lycéens à l'Université ne peut se traduire par un alignement par le bas des conditions d'enseignement. En réduisant l'encadrement et en restreignant l'offre éducative, en faisant porter l'essentiel de la réforme sur des actions hors temps scolaire qui misent sur le seul volontariat, la politique du gouvernement ne permet pas la réussite de tous. On ne peut, sous prétexte de favoriser l'autonomie des jeunes, privilégier ceux d'entre eux qui auront les meilleures informations et l'entourage le plus favorable. Si des clarifications conséquentes ne sont pas apportées, le risque est fort que les modules exploratoires soient détournés en modules de présélection.

Dans ce contexte, la rénovation sans cesse repoussée de la voie technologique au profit d'adaptations partielles de programmes sans conséquence budgétaire, sinon de réduction de moyens, prend son sens. La droite n'a eu de cesse de la banaliser en la rapprochant toujours un peu plus de la voie générale. Jusqu'ici, **aucune réforme n'a jamais été pensée spécifiquement pour la voie technologique**, toujours priée de se couler dans un moule pensé pour la voie générale. Et pourtant, elle représente 30 % des bacheliers de ce pays tout en permettant de valoriser des formes d'apprentissage privilégiant d'autres modes de compréhension que le modèle déductif et transmissif de la voie générale. Les bacheliers technologiques peuvent accéder à des formations technologiques supérieures débouchant sur une insertion professionnelle valorisée par les entreprises, mais aussi à des poursuites d'études par étapes jusqu'au niveau d'ingénieur.

L'enseignement technologique coûte cher. Certes, et ce paramètre semble devenir une obsession pour la droite en cette période de restriction budgétaire drastique. Si l'on n'y prend garde, la modification annoncée pourrait bien déboucher sur la disparition de fait d'une voie technologique dont on ne devrait pourtant pas se priver pour atteindre l'objectif européen de 50 % de diplômés de l'enseignement supérieur par classe d'âge. Une grande partie des jeunes aujourd'hui en filière technologique serait alors rejetée dans la voie professionnelle, au détriment des jeunes actuellement pris en charge par cette voie.

Maillon du système éducatif situé entre la fin de la scolarité obligatoire et les études supérieures, premier lieu de qualifications professionnelles comme de sorties sans qualification, le lycée doit s'adapter à l'ambition de donner une qualification à tous. Nous voulons instaurer un lycée des qualifications pour faire du choix professionnel l'axe conducteur du cursus de chaque élève. Pour cela, il faudra revenir sur le cloisonnement hiérarchique entre les différents types de lycées, investir dans l'orientation qualifiante des élèves, adapter les pédagogies, renforcer l'articulation avec l'enseignement supérieur.

Les témoignages ci-dessus sont extraits d'échanges avec les acteurs du monde de l'éducation et de questionnaires aux fédérations du Parti socialiste dans le cadre d'une enquête sur le bilan de la politique éducative du gouvernement (février- mars 2009).



Les socialistes préparent leur projet éducatif

Cet état des lieux marque le lancement d'un travail de réflexion, d'échanges et de propositions. Dès aujourd'hui les socialistes se mobilisent dans toutes ses fédérations pour repenser l'éducation au service des élèves, des parents, du corps enseignant et de tous les professionnels travaillant dans l'univers de l'éducation. Après la phase du diagnostic partagé, septembre 2009 marquera le départ d'un cycle de travail à l'échelle nationale et locale, autour de « 10 chantiers pour l'éducation » :

- 1 La réussite scolaire pour tous
- 2 Une société éducative
- 3 De la petite enfance à l'école
- 4 Le lycée des qualifications
- 5 L'accès aux études supérieures
- 6 Le parcours d'orientation
- 7 Les métiers de l'éducation
- 8 Territoires et éducation
- 9 La laïcité aujourd'hui
- 10 Culture et éducation

**Pour suivre toutes les actions, les rendez vous,
et échanger sur les questions éducatives rejoignez nous sur
www.agirpourleducation.fr
le blog éducation du Parti socialiste.**

